

Rapport de l'Observatoire Social Tunisien Novembre 2017



Les pluies d'automne qui sévi durant ce mois, notamment dans les régions du sud de la Tunisie et ont montré une fois de plus la fragilité de l'infrastructure. Les inondations se sont rapidement étendues, les routes ont été coupées, l'activité économique s'est arrêtée et suivies de visites par des délégations ministérielles accompagnées de plusieurs promesses qui n'ont pas été respectées en attendant le passage à l'ombre d'un autre évènement.

Les protestations sociales observées dans plusieurs régions ont porté sur la détérioration de l'infrastructure et le manque d'actions nécessaires pour améliorer la situation.

Les instances météorologiques étaient conscientes de la possibilité de pluie qui étaient susceptibles de provoquer des inondations et ont identifié les zones à risques et aucune action préventive n'a été prise selon le témoignage des manifestants.

Des décès ont été enregistrés, y compris un capitaine de la garde

nationale et un délégué régional qui effectuaient une visite sur le terrain dans les zones touchées ont été tous deux emportés par les inondations,

Chaque saison connaît son lot de problèmes environnementaux et climatiques. Généralement les premières pluies automnales ont des résultats désastreux car les préparatifs ne sont pas à la hauteur du niveau souhaité et par conséquent de nombreuses manifestations voient le jour dans différentes régions, en particulier dans les régions intérieures et les grandes villes qui sont témoins de nombreux problèmes en relation avec les raccordements d'égouts, l'état des routes et le ralentissement des nombreuses activités, y compris l'éducation qui sont sujets à un certain nombre de mesures qui seront oubliées avec le début de l'hiver, de la pluie et de la neige dans les montagnes, provoquant l'isolement des régions intérieures et la perte de matériaux de chauffage. C'est là qu'ont commencé les campagnes

La société civile peut jouer un rôle important dans ce domaine, mais elle ne peut en aucun cas remplacer l'Etat, qui n'a pas encore formulé une politique sociale claire et efficace, mais cherche plutôt des solutions instantanées avec la présentation de promesses.

de dons et la collecte de l'aide par de nombreuses associations, sachant que nous avons relevé plusieurs des manifestations de la part des habitants concernant ces aides qui ont été considérées comme offensantes et du fait que ces personnes ne demandaient pas la charité surtout que certains vêtements n'étaient pas en bon état.

La société civile peut jouer un rôle important dans ce domaine, mais elle ne peut en aucun cas remplacer l'Etat, qui n'a pas encore formulé une politique sociale claire et efficace, mais cherche plutôt des solutions instantanées avec la présentation de promesses.

Le printemps arrive avec ses fleurs, ses vents et ses orages pour remettre sur le tapis d'autres problématiques sujettes à des protestations dans les mêmes régions.

L'apparition des premières brises d'été ouvre de nouveau les dossiers de la sécheresse et la soif, la baisse continue des réserves en eau potable, la pollution de l'eau, la mauvaise qualité de l'eau, la couleur et le goût de l'eau ainsi que d'autres problèmes que nous observons chaque été et comme à chaque fois les protestations évoluent et prennent parfois des formes violentes jusqu'à attaquer les sièges administratifs et la fermeture des routes avec des pneus brûlés, etc.

Viennent ensuite à nouveau les pluies d'automne sans une meilleure gestion, des barrages non entretenus et de l'eau pluviale conduite vers la mer.

A travers ces cycles nous avons voulu, d'abord, se signaler la situation de développement, notamment intérieure et la dégradation des infrastructures. Situa-

tion décourageante pour les investisseurs privés locaux ou étrangers et nous constatons quotidiennement ses répercussions. Ensuite, que cette situation joue un rôle de déclencheur des protestations surtout dans les régions intérieures et le fait que les procédures déclarées ne voient souvent pas le chemin vers la réalisation et c'est aussi l'un des dilemmes fondamentaux du développement en Tunisie.

Le terrorisme apparaît, une autre fois, à travers l'attaque à mort d'un agent de la sécurité tunisienne lors de son service. Cette agression a engendré un ensemble de protestation, principalement, autour des moyens et les outils de protection des sécuritaires d'une part et la probabilité du retour de l'activité terroriste sous d'autres formes visant essentiellement les agents de l'ordre d'autre part.

L'acte terroriste en Tunisie, a connu un recul considérable mais certains dossiers demeurent en suspens et concernent les cellules dormantes, les réseaux d'envoi des djihadistes, les associations qui ont attiré, encadré et continuent à attirer et encadrer les candidats au terrorisme, les financements, le travail en réseau, le retour des djihadistes des zones de conflits et bien d'autres questions sensibles et dangereuses par l'absence d'informations les concernant.

Chaque acte terroriste connaît la mobilisation de la société politique pour le dénoncer et annoncer un ensemble de mesures de lutte contre le terrorisme, les terroristes, ceux qui se tiennent derrière, ceux qui les financent etc. l'évènement, prend, comme à chaque fois, une grande ampleur dans les différents médias avec des analystes, des spécialistes, des experts, des conseils, des recommandations et autres avant la ferme-

ture de ce dossier jusqu'à la prochaine attaque terroriste.

Des assurances fréquentes sont reçues quotidiennement de la part des organes de sécurité tunisienne concernant les opérations de démantèlement de groupes terroristes et l'arrestation de terroristes ainsi que la publication de stratagèmes terroristes qui auraient visé les installations, les personnalités et les espaces publics ...

Le problème réside dans le fait que le terrorisme relève de la seule responsabilité des autorités de sécurité, privant ces régions du soutien social, public et de la mobilisation générale qui permettrait d'y résister dans les différentes niches cachées de la société. Il serait utile de connaître les détails du dossier de terrorisme pour pouvoir s'y préparer et agir s'il y a de nouveau dossier en suivi, nous ne demandons pas de les voir avant leur clôture et leur présentation devant la justice. Il en est pareil pour les anciens dossiers remontant à quelques années, nous devons les connaître pour en tirer toutes les leçons requises.

La constitution de nouvelles commissions d'enquête concernant l'envoi des djihadistes dans les zones de conflit sans annoncer l'état d'avancement ni les résultats et surtout à propos du retour de ces djihadistes en Tunisie : a-t-il eu lieu ? comment a-t-il eu lieu ? que se passe-t-il exactement ?

Nous avons cité, dans nos rapports précédents que le terrorisme est une fabrication et comme toute fabrication il nécessite de l'argent, de la technologie, des marchés, de la commercialisation, de la publicité et des clients. Nous avons traité ce sujet, sous cet angle qui ouvre de grands hori-

zons pour la lutte et la limitation de son entendue, en ouvrant la perspective à une action de lutte sociale complémentaire, des programmes éducatifs et d'enseignement, un rapprochement médiatique, des orientations créatives et culturelles, la révision du modèle de développement, la relation entre la société politique et la société civile et d'autres moyens et outils ouvrant les perspectives de lutte contre la migration djihadiste et le terrorisme.

Plusieurs manifestations ont été observées en relation avec ce sujet et en relation avec les flous que connaît l'industrie du terrorisme et les différents scénarii possibles.

Dans ce même contexte, plusieurs interrogations et protestations par-ci et par-là autour de la loi contre l'agression des sécuritaires et la crainte que cette loi n'ouvre la porte devant le retour aux anciennes pratiques sécuritaires en contradiction avec la constitution, les libertés individuelles et collectives.

La question du terrorisme est importante et dangereuse, mais elle ne devrait pas ouvrir la porte devant une autorité sécuritaire qui limite le droit de manifester et limite les libertés individuelles en permettant l'ingérence dans les affaires publiques et privées.

Le terrorisme est un problème qui concerne, touche et menace tous les tunisiens sans exception et les exemples pays dans de nombreux pays montrent que cet acte n'exclut personne.

Les conditions économiques et sociales constituent une autre question qui mérite toute l'attention et la mobilisation.

Plusieurs voix de protestations se sont élevées de la part du Forum Tunisien des

Droits Economiques et Sociaux ainsi que celles de nombreuses autres organisations et associations comme l'Union Générale Tunisienne du Travail contre le retour de formes d'esclavage que nous avons cru laisser derrière nous, comme le montre un nombre de rapports concordants sur la vente aux enchères de migrants africains sur certains marchés libyens.

De nombreux présidents africains ont protesté et dénoncé le processus, tout comme de nombreux organismes internationaux.

La traite des êtres humains connaît beaucoup de formes et celle arrivée en Libye était la forme la plus odieuse, mais ceux qui ont été vendus sont principalement ceux qui ont tenté la migration irrégulière vers la rive nord de la Méditerranée, mais ils ont échoué. Ils étaient à la poursuite de la liberté contre la pauvreté, la misère et la marginalisation, vers le rêve et l'espoir d'un avenir meilleur mais se sont retrouvés dans l'esclavage qui rappelle les jours douloureux du triangle de l'esclavagisme et du commerce des esclaves dans le nouveau monde ainsi que les larmes, la douleur et la lutte de libération qui les accompagnaient. Et C'est ce même paysage dégoûtant et avilissant qui a lieu en en Lybie.

L'image nous amène à la conférence de presse organisée par l'Organisation Tunisienne des Femmes et à son étude sur la situation des aides domestiques en Tunisie qui a révélé qu'il existe des marchés connus et cités nominativement où les jeunes filles sont parfois présentées comme des domestiques dès l'âge de 10 ans.

On vole le rêve de l'enfance et l'imaginaire d'une vie décente pour commencer le

voyage d'usure, qui se termine principalement dans la version de la mère célibataire et le début d'une nouvelle série dont les routes sont amères.

Au cours des dernières années, de nombreuses manifestations ont été organisées contre le racisme par des individus et des associations et le Premier ministre a publiquement condamné l'agression qui a failli entrainer leur mort de deux étudiants de la République démocratique du Congo.

Les Autorités de tutelle et plusieurs actions de l'assemblée des représentants du peuple ont dénoncé les formes de racisme populaire pratiquées sous diverses formes même masquées et a déclaré qu'il y a un projet de loi en vue de criminaliser toutes les formes de racisme et que cette loi sera prête au début de l'année en cours pour la fête de l'indépendance.

Les jours passent avec l'oubli qu'il y a une loi pour criminaliser le racisme.

Il est ironique que les autorités officielles aient présenté à l'UNESCO le traité de l'abolition de l'esclavage à classer comme un patrimoine universel qui doit être protégé et maintenu.

Nous rêvons et il est de notre droit de rêver que nos petits-enfants célèbrent la criminalisation d'un acte de racisme, et peut-être ils diront que nous sommes, dans la région, le premier pays qui a approuvé cette loi ...

Et si on revenait à cette problématique par d'autres angles, la diversité et la différence sont des formes propres aux sociétés contractuelles modernes et qui entrent dans la catégorie de la coexistence mais qui ne permet pas d'atteindre ces objectifs sans développement local participatif et sans démocratie, ce qui renforce la notion

de citoyenneté dans les champs d'action et permet de fournir aux citoyens des espaces de participation et de créativité.

La migration non réglementaire, la migration djihadiste, les sit-ins, les tentatives de suicide collectives, les exploitants des enfants, la marginalisation, l'exclusion et d'autres formes ouvrant la voie à différents réseaux commerciaux.

Il est temps d'arrêter cette hémorragie...

Le Premier ministre a lancé une campagne nationale contre la spéculation et les prix élevés, les visites sur le terrain et les descentes surprises de plusieurs magasins de spéculation ont connu un accueil positif par les citoyens suivis d'engagements des Grands magasins de vendre aux prix de gros avec une légère marge bénéficiaire.

L'importance de la campagne vient à un moment où les prix connaissent une grande inflation et dépassent de loin le pouvoir d'achat du citoyen qui est devenu nettement plus faible dépassant tous les indicateurs et touchant de nombreux domaines de la vie, tels que le logement, l'éducation, la santé, la nutrition et l'habillement et d'autres secteurs essentiels. Malgré Cette campagne, la mobilisation médiatique et le soutien de la sphère politique, les prix sont encore élevés et peut-être que la raison est dû à la liberté des prix et le désengagement de l'Etat de sa fonction de régulation ouvrant la voie aux réseaux spéculatifs.

L'inflation des prix demeure malgré toutes les mesures prises mettant le gouvernement dans une situation difficile qui est incapable de prendre des mesures visant à mettre un terme au développement pathologique des prix élevés et surtout que nous nous préparons à célébrer la fête du Moulded. Puisque les prix de certains aliments de base dans

de tels événements augmentent de façon dramatique ; chose, à l'origine d'un grand nombre des manifestations en berne. Différentes manifestations à travers les réseaux sociaux ont appelé au boycott de certains consommables et il semble que les résultats étaient au niveau des attentes puisqu'une baisse des prix de certains produits a été enregistrée. la hausse des prix comprend de nombreux produits locaux et que le citoyen ne peut plus consommé comme l'huile d'olive, ainsi que d'autres mettant en évidence l'écart de prix entre le cout de production et le prix de commercialisation de ces produits sur le marché, ce qui souligne une nouvelle fois l'importance et le poids des réseaux de spéculation.

Si nous connaissons l'origine du mal et nous sommes capables de le localiser et de le diagnostiquer, pourquoi ne pas prendre de mesures décisives et rapides pour arrêter la manipulation des prix et la spéculation ?

Plusieurs interrogations qui peuvent nous amener vers d'autres dossiers évoqués comme la lutte contre la corruption qui connaît plusieurs obstacles devant sa réalisation selon les attentes escomptées.

Diverses problématiques peuvent évoquer les problèmes des centres de décision et de pouvoir où il apparait que les détenteurs du pouvoir ne disposent pas de l'autotrié nécessaire pour avancer dans les programmes de correction. Ceux qui disposent du réel pouvoir et sont généralement hors de la sphère formelle paraissent dans des places confortables et forment le pouvoir occulte non loin de nous rappeler les dernières années de l'ancien régime novembriste et qui constituaient les facteurs essentiels des protestations qui ont profité de la première occasion affective pour se soulever et mettre fin au régime.

Les situations économiques précaires et dont les signes sont, entre autres, la dégradation du pouvoir d'achat de manière spectaculaire étaient, comme nous le savons tous, le facteur essentiel de la révolution tunisienne.

Les protestations dans le secteur éducatif ont évolué durant ce mois de Novembre et surtout celles des parents d'élèves pour revendiquer la présence d'enseignants à leurs enfants et surtout dans les régions intérieures. Les protestations des enseignants suite à la détérioration générale de l'enseignement. Les protestations du cadre administratif et éducatif suite à la prolifération de la violence dans le milieu scolaire et plusieurs rassemblements protestataires ont été observées dans différents lycées ou écoles concernant le calendrier des examens. Ces protestations ont bloqué le déroulement normal des cours dans plusieurs collèges et lycées et ont même paralysé l'activité éducative dans régions entières. Le ministère de tutelle intervient de manière tardive, comme à l'accoutumé, afin de réviser les différents calendriers des examens.

Des menaces de grèves dans le secteur primaire, de base et secondaire.

Des menaces de différents secteurs en relation avec le secteur éducatif.

L'image reste floue et pousse à plusieurs interrogations autour de la situation de l'institution éducative et d'enseignement dont nous avons appelé depuis longtemps à la nécessité de révision de manière radicale et l'affrontement des lacunes à travers des corrections structurelles. La situation éducative continue dans la même situation devant plusieurs indicateurs d'escalade.

Nous avons cité, dans nos rapports précédents à l'ensemble des mouvements de

protestations qui ont accompagnés le début de la saison sportive actuelle en même temps de des mouvements de violence dans les stades de différentes régions malgré les mesures sécuritaires accompagnant les matchs. Plusieurs équipes passent par de grandes et dangereuses crises de résultats, de financements mais aussi d'administration se reflétant la situation sportive de manière générale. Des démissions, des licenciements, l'intervention du public avec ou sans causes et sous plusieurs formes dans les problèmes de direction et d'administration.

L'équipe nationale s'est qualifiée pour la coupe du monde en Russie et ce fut sans résultats sinon à effet de recrudescence sur les protestations et la violence dans les stades.

Encore une fois nous faisons signe que plusieurs indicateurs importants sur la dégradation de la situation économique ont démarré dans les stades.

Un dossier qui nécessite un suivi loin des réactions intempestives.

Une fois de plus, une manifestation individuelle (une tentative de suicide) a été à l'origine d'une vague de protestations à Sejnene : une femme s'est suicidée devant le siège de la délégation pour protester contre le retrait du carnet de soin de son époux et dont elle avait bénéficié malgré toutes les démarches pour la restauration. La victime était mère de cinq enfants et un sixième malade ainsi qu'un mari, qui suit des séances de dialyse.

Cet acte de suicide a provoqué plusieurs protestations qui ont abouti à l'annonce d'une grève générale à Sejnene. Un certain nombre de revendications ont été soumises aux autorités responsables dans les limites d'une dizaine de jours sous menace d'une désobéissance civile à termes.

Les revendications essentielles ont été :

- Ouvrir une enquête sur l'incident
- Revoir la circulaire n ° 3 du 27 mai 2011, augmenter le nombre de bénéficiaires du programme d'assistance de famille nécessaire et revoir les critères d'attribution et de retrait :
- Activation de la circulaire concernant l'emploi d'un individu pour chaque famille nécessiteuse ;
- Des compensations pour les familles touchées par la vague d'incendie dans les forêts de Sejnene durant l'été dernier ;
- Régularisation du statut des ouvriers de chantier ;
- Transformation de l'hôpital local en hôpital régional
- Accélérer l'ouverture de la section de dialyse ;
- Relier les établissements d'enseignement, de santé et la zone industrielle à l'eau potable ;
- Ouverture des recrutements dans les

établissements industriels de la région ;

- Maintenance des établissements d'enseignement et de santé ;
- La maintenance de la zone d'irrigation, la mise en place de compteurs individuels, l'assistance aux petits agriculteurs et l'assistance de projets individuels ;
- Règlement du statut immobilier ;
- L'accélération du projet de logement social et l'élargissement la base des bénéficiaires ;

Sachant que la délégation de Sejnene est classée 238eme sur 264 délégations selon l'indice de développement régional.

De nombreux acteurs de la société civile ont condamné les comportements des députés de la région ainsi que les autorités qui ont instrumentalisé les événements et ont à la nécessité de tenir un conseil régional exceptionnelle d'une délégation gouvernementale autorisée par la présidence du gouvernement à prendre des décisions dans tous les aspects sociaux et économiques.

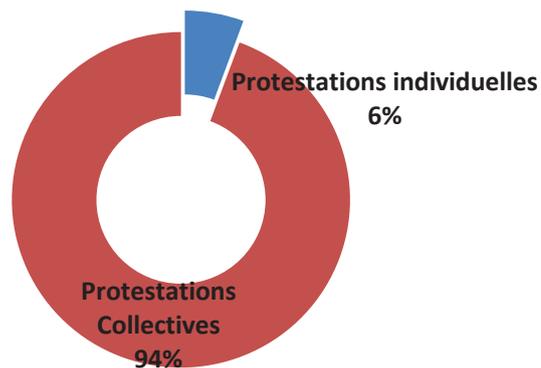


Les mouvements citoyens de protestation individuels et collectifs :

Les mouvements de protestations collectives et individuelles durant le mois de Novembre 2017 ont été comme suit :

Mois	nov-17		oct-17		sept-17	
Nature des Mouvements						
Protestations individuelles	78	7,5%	70	5,6%	53	12,5%
Protestations Collectives	958	92,5%	1173	94,4%	370	87,5%
Mouvements de Protestation	1036		1243		423	

Les mouvements de Protestation



Le niveau des protestations sociales individuelles et collectives a été témoin d'une recrudescence à partir du mois dernier, peut-être que la donne essentielle au cours de ce mois-ci est la géographie particulière des manifestations. Nous sommes donc dans la même géométrie entre les régions intérieures et les régions côtières avec la présence de vives protestations dans les mêmes zones traditionnelles.

Les protestations n'ont épargné aucune région, malgré la différence significative et importante dans l'intensité mais nous avons tout de même remarqué un grand nombre de protestations collectives sociales en particulier dans les régions connues traditionnellement à niveau de protestation limité.

Ce mois-ci montre que toutes les régions disposent des conditions d'engagement dans l'acte de protestation même si les raisons varient considérablement.

Le deuxième élément important réside, en particulier, dans la relation entre les manifestations individuelles et les manifestations collectives, où nous avons observé que les cas de suicide ou tentative de suicide individuel, même isolé peut se transformer en un acte de protestation de nature collective comme dans la région de Sejnene, gouvernorat de Bizerte, ainsi que les gouvernorats de Mahdia et Médenine ? comment l'acte individuel se transforme en un acte collectif?

Sans entrer dans de nombreuses raisons fondamentales, nous voulons seulement

souligner que les manifestations collectives sont devenues dans de nombreux cas, tributaire d'un déclencheur qui peut être individuel, comme cela a été le cas dans trois gouvernorats. Cette image nous ramène à la taille des manifestations sous-jacentes qui doivent être traitées sérieusement avec une méthodologie différente que les autres problèmes qui se démarquent de temps à autre dans les différentes régions, comme les protestations au sujet de l'interruption ou la pénurie d'eau potable

Les manifestations dans leur forme traditionnelle, en dépit de leur importance ne sont plus le facteur essentiel des protestations sociales collectives ; mais les événements, même limités, peuvent ouvrir la porte à d'autres manifestations dénonçant la situation de développement local.

Le suicide d'une femme à Sejnene a ravivé l'état de développement socio-économique de la région et a réorienté les habitants de la région vers des revendications de développement.

La répartition de ces mouvements citoyens par Gouvernorat s'est faite comme suit :

	Novembre			
	mouvements individuels	Suicides et tentatives de suicide	Protestations collectives	Total
Bizerte	0	3	15	18
Tunis	6	0	75	81
Ariana	0	0	9	9
Manouba	1	0	12	13
Ben Arous	0	1	22	23
Zaghouan	0	0	12	12
Nabeul	2	1	27	30
Jendouba	0	2	54	56
Beja	0	1	2	3
Kef	0	0	17	17
Seliana	0	0	66	66
Sousse	2	1	77	80
Monastir	1	0	19	20
Mahdia	0	2	24	26
Sfax	0	1	46	47
Kairouan	0	42	101	143
Kasserine	0	3	39	42
Sidi Bouzid	1	0	88	89
Gabes	0	0	54	54
Medenine	1	1	57	59
Tataouine	0	0	26	26
Gafsa	2	2	88	92
Tozeur	1	1	8	10
Kebili	0	0	20	20
Total	17	61	958	1036

Le gouvernorat de Kairouan se trouve en tête en termes de protestation ;

Les gouvernorats de Gafsa, Sidi Bouzid, Sousse et Tunis arrivent en deuxième position ;

Le troisième groupe comprend les gouvernorats de Seliana, Jendouba, Gabès et Médénine ;

Le quatrième groupe comprend les gouvernorats de Sfax, Kasserine, Mahdia, Ben Arous, Kébili, Tataouine et de Nabeul

Le cinquième Groupe comprend le reste des gouvernorats et attribuable aux manifestations relativement limitées comme dans les gouvernorats de Bizerte, Ariana, Manouba, Zaghuan, Beja, Kef, Monastir et Tozeur.

Des observations essentielles sur la répartition géographique des manifestations ont notamment mis en évidence que :

-La géographie des manifestations a changé de mois en mois et l'émergence de gouvernorat qui n'ont pas connu de manifestations auparavant comme Seliana ;

- D'autres gouvernorats tels que Zaghuan principalement et qui connaissent des pro-

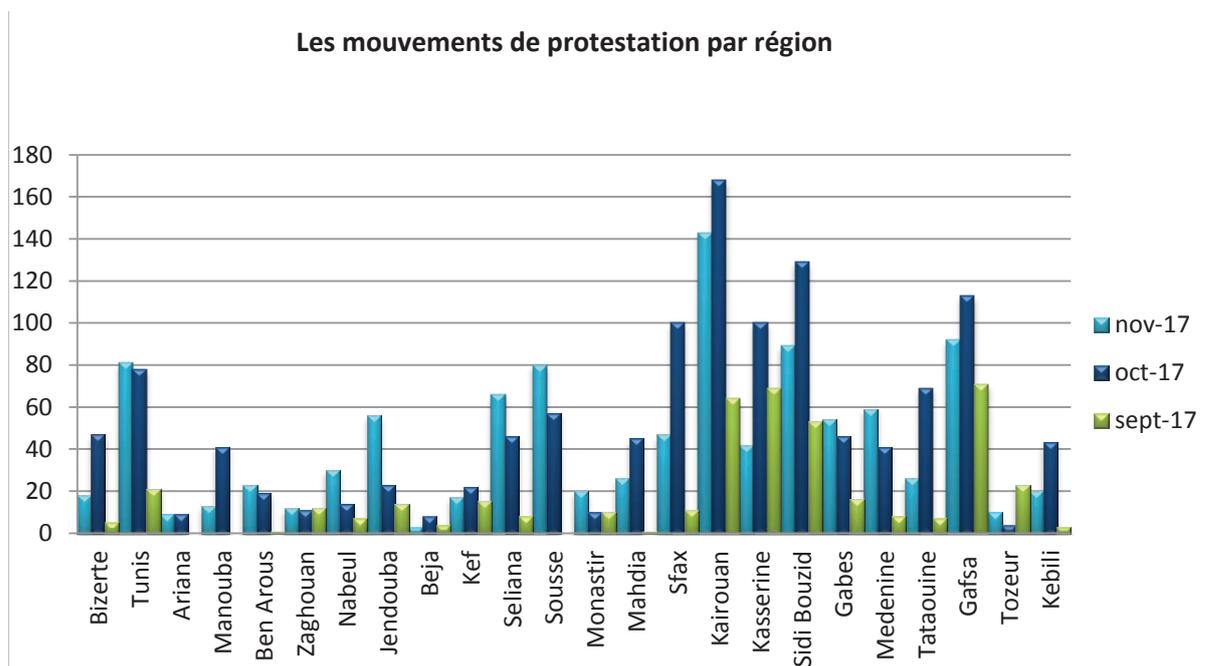
testations sociales collectives et individuelles limitées, la plupart des indicateurs présentent un potentiel de protestation latent, nous renvoyons ici aux gouvernorats de Tataouine et Kébili qui n'ont pas vu avant l'année dernière, des manifestations importantes mais qui connaissent une vague de grandes manifestations dans un temps record allant jusqu'à la désobéissance civile ;

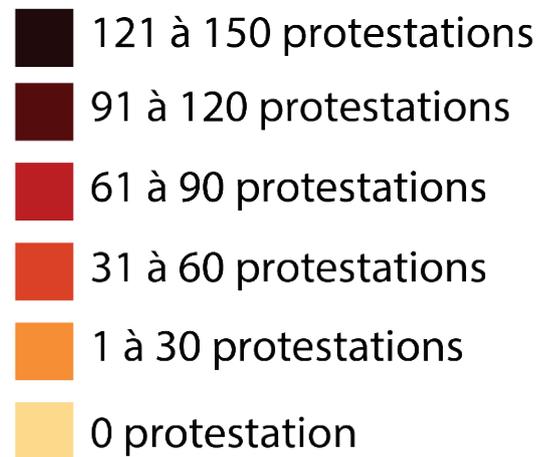
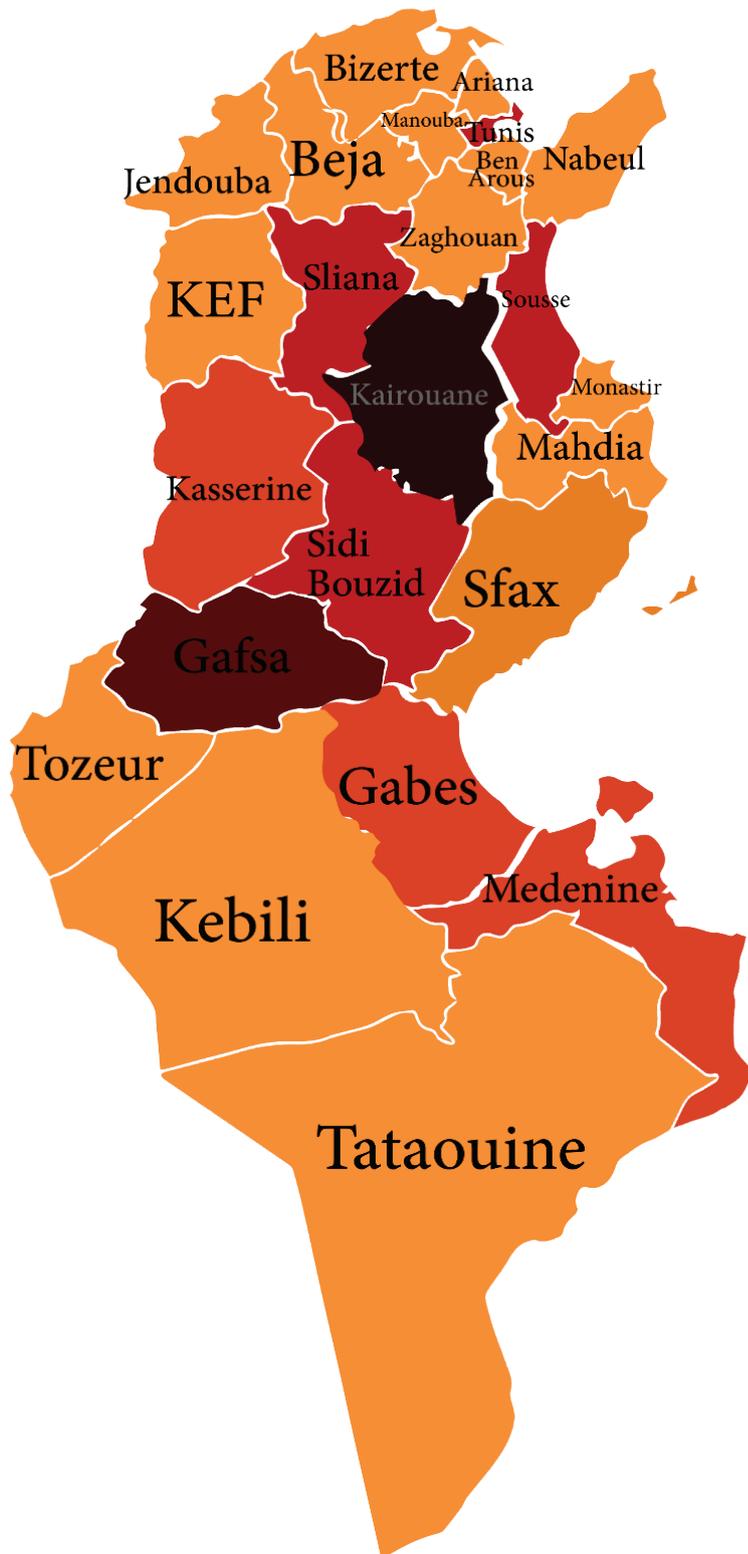
- Certains gouvernorats, en particulier le grand Tunis, ne connaissent pas souvent de grandes manifestations, peut-être à cause de leur proximité avec Tunis ;

- D'autres gouvernorats, comme celui de Beja ou Tozeur connaissent souvent des protestations limitées mais cet aspect porte de nombreuses interrogations et préoccupations, car il suffit parfois d'un événement anodin pour déclencher une vague de protestation.

Les conditions économiques et sociales généralement présentent d'autres manifestations, mais leurs formes au niveau régional soulèvent de nombreuses questions, en particulier dans les zones de protestation limitée.

Les mouvements de protestation par région





➤ Les mouvements de protestation individuels ou les suicides, tentatives de suicide et autres mouvements :

Mois	Nov-17		Oct-17		Sept-17	
		%		%		%
Nature des Mouvements						
Suicides et tentatives de suicide	61	78%	44	63%	52	98%
Autres mouvements de protestations	17	22%	26	37%	1	2%
Protestations individuelles	78		70		53	

➤ Les mouvements individuels de protestations :

Les manifestations individuelles hors cas de suicide et tentative de suicide ont été enregistrées comme suit :

↘ Gouvernorat de Tunis :

// Une citoyenne qui subissait une dialyse depuis deux ans, qui a bénéficié d'une greffe de rein donné par son père par la suite et qui risque le rejet à cause de la non possibilité d'achat de médicaments vu leurs prix élevés. Cette malade a présenté un dossier de prise en charge à la CNAM qui demeure sans réponse à cause des paiements en retard de ses cotisations passés reliés à sa condition précaire ;

// Un enseignant à l'Institut Supérieur des Arts et Métiers à Kairouan proteste contre la non application d'un jugement du tribunal administratif datant de 2016 lui permettant de soutenir sa thèse de doctorat ; il demande au chef du gouvernement après le refus du directeur de l'Institut sachant qu'il a présenté une requête dans ce sens à la présidence du gouvernement dans ce sens depuis un moment ;

// Un jeune tunisien qui a migré clandestinement vers l'Italie et détenu à Lampedusa s'est crevé l'œil quand il a su qu'il allait être mis dans un vol de retour vers la Tunisie et a fui l'hôpital lors de son transfert pour être soigné ;

// Une jeune femme a protesté contre son harcèlement sexuel par un adulte de 50 ans dans la station de métro en le frappant ;

// Un citoyen de 45 ans a fait irruption dans le bureau de la déléguée du Kram et l'a menacé en portant un nécessaire funéraire pour exiger un travail à sa femme ;

// Une citoyenne de 30 ans de Jbel Jloud a protesté contre l'irruption dans son domicile et le harcèlement sexuel de sa fille de 7 ans par le délégué de la région ; cette femme a précisé qu'elle travaillait comme agent de nettoyage dans un hôpital, elle a construit sa maison sans permis légal, elle s'est rendu plusieurs fois dans le bureau du délégué afin de régulariser sa situation et l'accès à l'eau et l'électricité. Ce dernier lui a promis une régularisation de sa situation sous condition de rapports sexuels ;

// Le directeur du lycée de Hamouda Bacha à Manouba a protesté contre le braquage qu'il a subi par deux délinquants qui l'ont agressé et lui ont volé sa voiture devant le lycée. Cette scène a eu pour conséquence un état de gronde du cadre éducatif et administratif de l'établissement.

↳ Gouvernorat de Nabeul :

// Un père a aspergé son fils de cinq ans d'essence dans une station-service et a menacé de le brûler sans raisons connues. Les unités de la garde nationale l'ont neutralisé et ont transporté l'enfant vers un hôpital.

↳ Gouvernorat de Sousse :

// Un père a protesté contre le détournement et le viol de son fils par un individu portant un handicap au niveau du bras. Cet individu a rencontré l'enfant dans une épicerie et l'a détourné pour le violer dans un lieu isolé. Après examen médical le viol a été confirmé.

// Une parente d'élève a protesté contre la fermeture surprise en milieu d'année de l'établissement scolaire privé de sa fille suite à une annonce fortuite d'autorisation non accordée par les instances de tutelle. De son côté le délégué régional de l'éducation a annoncé que cette école a commis des dépassements administratifs en inscrivant des élèves de secondaires alors que son exercice légal concernait l'activité primaire.

↳ Gouvernorat de Monastir :

// Le père de six enfants a protesté décidant de vendre ses six enfants comme une forme de protestation contre les menaces de sanctions et son licenciement après avoir dénoncé un dossier de corruption. Il avait qu'il avait essayé de contacter la Commission nationale anticorruption dans le cadre de la protection des informateurs après avoir été exposé à un harcèlement de la part de certaines instances régionales après avoir dénoncé l'implication d'un nombre de fonctionnaires dans des affaires de corruption.

↳ Gouvernorat de Sidi Bouzid :

// Le directeur d'une école primaire protesta contre son agression par les parents d'un élève qui ont tenté pénétrer dans une salle de classe, ce qui a provoqué l'arrêt des cours et l'évanouissement d'une élève, ce qui nécessita l'intervention de la protection civile et son transfert à l'hôpital

↳ Gouvernorat de Médenine :

// Le secrétaire général du syndicat de l'Union nationale des forces de sécurité intérieure des forces de sécurité nationale Ben Guerdane a protesté contre la décision de le transférer à Kébili, qu'il a qualifié d'arbitraire et sans dossier positif ou disciplinaire et qui a par conséquent entamé une grève de la faim.

↳ Gouvernorat de Gafsa :

// La protestation d'une professeure suppléante au siège de la Direction Régionale de l'Education à Gafsa en brûlant ses certificats scientifiques et outils de travail suite à son licenciement arbitraire ;

// Un responsable régional de développement rural à Tozeur a protesté par son entrée en grève de la faim dans la prison civile de Gafsa en raison de la durée de sa détention sans avoir été traduit en justice dans une affaire de corruption portée contre lui par une femme.

↳ Gouvernorat de Tozeur :

// La protestation d'une femme syrienne, mère de quatre enfants fuyant la guerre d'Alep par le Soudan et l'Algérie elle vivait dans une mosquée avec sa famille et a déménagé dans une modeste maison il y a un mois. La branche onusienne de la Tunisie a reçu des documents d'asile, le mois de délai touche à sa fin et elle ne veut pas retourner vivre dans la mosquée.

Les mouvements de suicides, tentatives de suicide :

Les caractéristiques des suicides et la tentative de suicide au cours de ce mois étaient comme suit :

Tranches d'âge	Moins de 15 ans	16/25 ans	26/35 ans	36/45	46/60 ans	Plus de 60 ans	Total
Masculin	1	3	43	4	2	0	53
Feminin	3	2	3	0	0	0	8
Total	4	5	46	4	2	0	61
%	7%	8%	75%	7%	3%	0%	

Des actes de suicides et tentatives de suicide ont été enregistrés dans 13 gouvernorats ;

Le plus fort nombre a été relevé dans le gouvernorat de Kairouan ;

Une menace de suicide collective a été observée dans le gouvernorats de Kairouan ;

Les actes de suicides féminins se sont limités à 8 actes dont un qui a provoqué une vague de protestations collectives à Sejnene;

Le plus grand nombre a été relevé dans la tranche d'âge des 26-35 ans ;

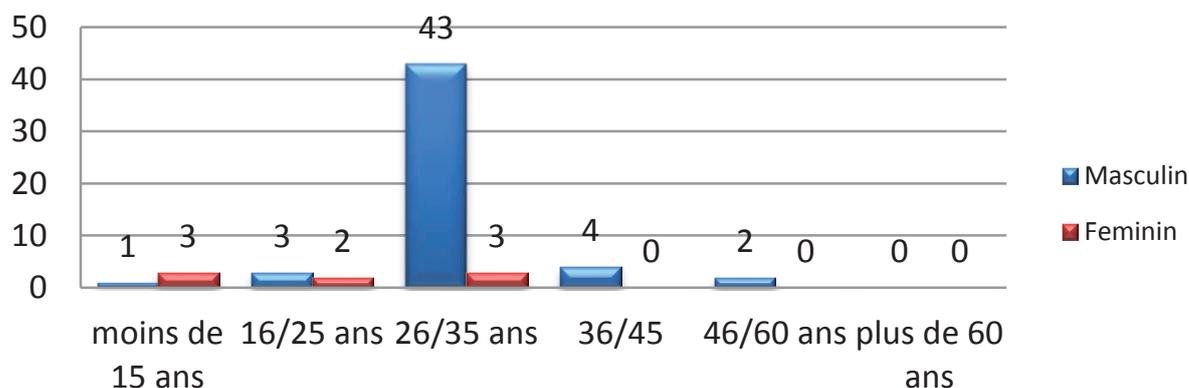
Nous n'avons observé aucun acte ou tentative ou menace dans la tranche des plus de 60 ans ;

Deux actes de suicide masculins ont été enregistrés chez les enfants de moins de 15 ans ;

Nous avons relevé une part égale entre les immolations et les suicides par pendaison durant ce mois de Novembre, à savoir sept cas pour chaque moyen utilisé ;

Les causes de actes sont essentiellement liées aux conditions socio-économiques.

Les suicides et tentatives de suicide par genre



Les cas de suicide et de tentatives de suicide qui ont été enregistré pendant le mois de Septembre sont répartis comme suit :

Mois	Nov-17	Oct-17	Sept-17
Bizerte	3	3	1
Tunis	0	7	2
Ariana	0	0	0
Manouba	0	1	0
Ben Arous	1	1	1
Zaghouan	0	0	0
Nabeul	1	5	1
Jendouba	2	2	1
Beja	1	0	0
Kef	0	1	0
Seliana	0	0	2
Sousse	1	5	0
Monastir	0	0	0
Mahdia	2	0	1
Sfax	1	6	1
Kairouan	42	6	6
Kasserine	3	3	34
Sidi Bouzid	0	0	0
Gabes	0	0	0
Medenine	1	2	0
Tataouine	0	0	1
Gafsa	2	2	1
Tozeur	1	0	0
Kebili	0	0	0
Total	61	44	52

↘ Le gouvernorat de Beja

● Par pendaison :

// Suicide d'un jeune âgé de 37 ans dans la région de Tibar suite à difficultés psychologiques.

↘ Le gouvernorat de Ben Arous :

● Par pendaison :

// Suicide d'un jeune élève de 15 ans de 22 ans dans la région de Mhamdia sans raisons.

↘ Le gouvernorat de Bizerte :

● Par immolation :

// Une femme de 43 ans s'est immolé dans le hall du siège de délégation de Sejnene pour protester contre la suppression du carnet de soin au nom de son mari de la liste des bénéficiaires de l'aide sociale aux nécessiteux. Le suicide a provoqué une série de mouvements de protestation dépassant la zone d'Essamira à Sejnene et a évolué dans des revendications de développement pendant dix jours. L'Union régionale du travail a adopté les revendications régionales des manifestants, a même exigé la démission du gouverneur et l'entrée dans un mouvement d'escalade si les demandes n'étaient pas satisfaites.

// La tentative d'un jeune trentenaire dans la région de Ras jbel. D'après les données disponibles indiquent que le suspect faisait l'objet d'avis de recherche concernant des affaires de droits généraux et qu'il était en état d'ébriété. il avait d'abord l'intention se rendre au poste de la Garde nationale à Ras Jbal, puis a renoncé et s'est immolé par le feu.

● Par intoxication :

// Le suicide d'un trentenaire dans la ville de Bizerte par ingestion de médicaments sans raisons connues.

↘ Le gouvernorat de Gafsa :

● Par menace d'immolation :

// La menace d'une enseignante suppléante de s'immoler après son licenciement. Elle a annoncé ceci dans les réseaux sociaux.

// Le suicide d'un jeune de 28 ans dans la délégation de Gsar pour cause de pauvreté et chômage.

↘ Le gouvernorat de Jendouba :

● Par pendaison :

// Le suicide d'une adulte de 41 ans sur les rebords d'Oued Medjerda, délégation de Jendouba Nord. La dépouille a été découverte pendu à un olivier sans raisons connues.

// Une jeune femme de 25 ans a été découverte pendue à un arbre devant le domicile de ses parents dans la région de Zouitnia, délégation de Tabarka sans raisons connues.

↘ Le gouvernorat de Kairouan :

● Tentative de suicide par précipitation :

// La tentative de suicide de deux trentenaires diplômés supérieurs et chômeurs. Leur acte est une protestation contre l'absence d'opportunité de travail et d'horizons. Ils ont menacé de se suicider dans la place des martyrs et l'un d'eux a escaladé la muraille de la médina en menaçant de ses jeter.

● Tentative de suicide par d'autres moyens :

// Menace de suicide collective de 40 ouvriers de chantier dans la pépinière de la direction des forêts à Ouesletya pour demander le recrutement sachant que le nombre pourrait être supérieur et qu'ils ont menacé d'entrer dans ce mouvement de manière familiale.

délégation de Zarzis. Ce dernier a été arrêté et ensuite libéré le matin pour retourner au commissariat de police et protester d'avoir été convoqué par la sécurité et de s'immoler.

↘ Le gouvernorat de Kasserine :

● Par pendaison :

// La dépouille dans adulte de 50 ans a été découverte dans la région de Sbeitla sans raisons connues.

// Le suicide d'une jeune lycéenne de 18 ans dans la région de de Rtibet dans la délégation de Foussena sans raisons connues.

● Par immolation :

// Une jeune d'une vingtaine d'années s'est immolé suite a ses demandes répétées et ignorées d'être reçu par le délégué de la région pour exposer ses difficultés économiques et sociales.

↘ Le gouvernorat de Nabeul :

● Par immolation :

// Un jeune quarantenaire dans la région de Takelsa a mis le feu au domicile de ses parents et s'y jeter suite à une dispute familiale.

↘ Le gouvernorat de Sfax :

● Par pendaison :

// Le suicide d'un enfant de 10 ans dans la région de Hancha sans raisons connues.

↘ Le gouvernorat de Sousse :

● Par noyade :

// Le suicide d'une jeune femme de 33 ans dans la région de Bourjine, délégation de Msaken et ce suite à la décision de divorce en faveur de son mari après 2 mois de mariage. Elle s'est dirigée vers un puit abandonné d'une cinquantaine de mètre pour s'y jeter malgré les tentatives désespérées de sa mère. Les habitants de la région n'ont eu de cesse de demander aux instances régionales pour la condamnation de ce puit surtout qu'il n'est d'aucune utilité et qu'il constitue une menace pour les enfants de la région.

↘ Le gouvernorat de Mahdia :

● Par immolation :

// Le suicide d'un jeune de 16 ans dans la région de Sidi Alouene en s'aspergeant d'essence et en se brulant sans raisons connues.

// Le suicide d'un jeune de 26 ans dans la délégation d'Ouled Chemakh en guise de protestation contre sa situation sociale puisqu'il habite dans un taudis en terre et il est sans revenu.

↘ Le gouvernorat de Tozeur :

● Par pendaison :

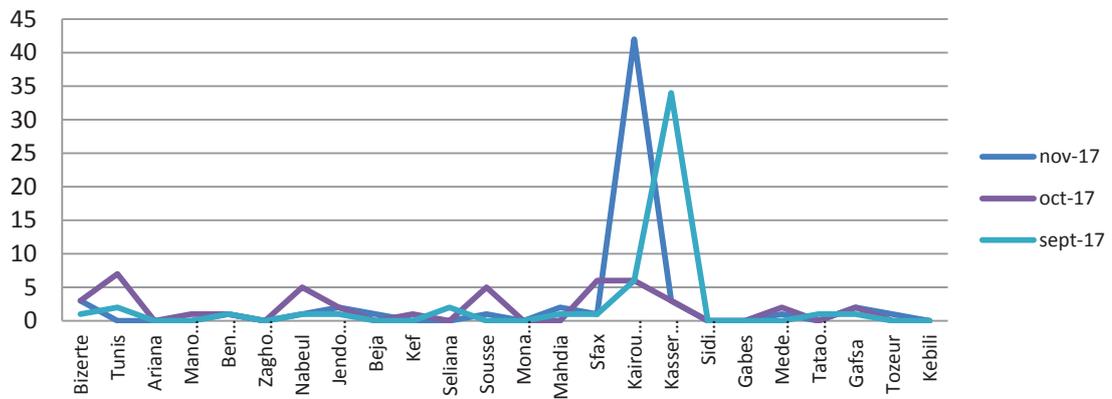
// Le suicide d'un jeune trentenaire dans la région de Nefta sans raisons connues.

↘ Le gouvernorat de Medenine :

● Par immolation :

// Le suicide d'un trentenaire dans la

Les suicides et tentatives de suicide par région



Les mouvements de protestations collectifs :

L'architecture des protestations collectives a conservé son apparence générale durant ce mois de Novembre. 50% des manifestations étaient instantanées, 35% étaient spontanées et 15% ont eu un caractère violent. Les protestations se sont rarement transformées en formes violentes, ce qui est un facteur important et essentiel à retenir malgré le grand nombre de protestation enregistré de ce mois-ci. Il suffit de citer le cas des événements de Sejnene qui malgré la

grève générale locale il n'y a eu aucun acte de violence ou de blocage de routes ; la raison serait liée au fait que l'UGTT a encadré ces manifestations et a œuvré à éviter les dérapages qui auraient eu des incidences néfastes. Le plus important était que les différentes instances de la société civile et les protestataires ont présenté une liste de revendications dans la calme et la responsabilité. Comment sera la réponse des instances gouvernementales à cet ensemble de revendications et ces protestations ?

Les mouvements de protestations collectifs sont à répartir comme suit :

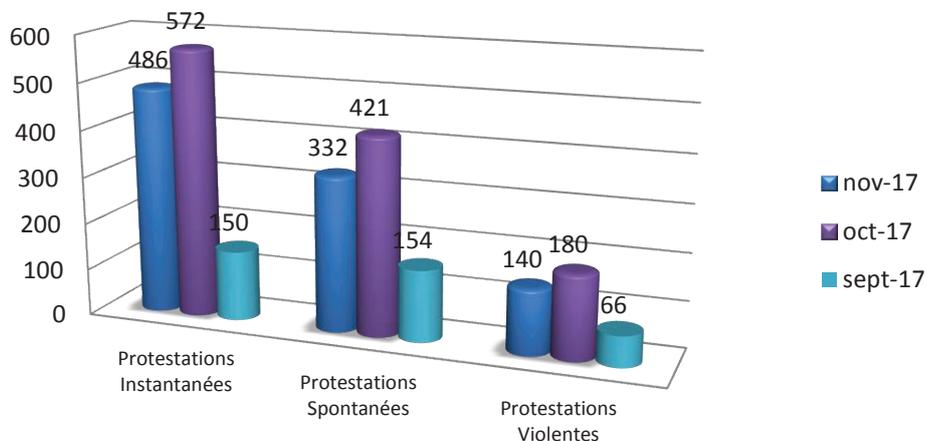
	nov-17	oct-17	sept-17
Protestations Instantanées	486	572	150
Protestations Spontanées	332	421	154
Protestations Violentes	140	180	66
Total	958	1173	370

Les principales caractéristiques des manifestations sociales collectives au niveau sectoriel sont :

- La recrudescence des manifestations dans tous les secteurs sauf le secteur religieux ;
- Le secteur administratif dépasse le reste des secteurs en termes de niveau de protestation ;
- Un retour fort et important aux manifestations dans le secteur éducatif ;
- Les contextes économiques sont toujours les facteurs protestataires les plus importants au niveau régional ;

- Les manifestations d'origine politique semblent restreintes, mais elles sont importantes au niveau régional, notamment en ce qui concerne les divers problèmes de développement ;
- le développement majeur des manifestations dans le secteur sportif, les manifestations se transforment rapidement en actes de violence ;
- Malgré l'importance du dossier environnemental, les manifestations observées ont souvent été limitées ;
- Les manifestations liées à la santé ont également été limitées malgré les nombreux problèmes de santé observés.

Les mouvements collectifs de protestation



Les moyens de protestation utilisés ont été essentiellement classés comme suit par échelle d'intensité :

- Les réseaux sociaux et les marches protestataires ;
- Les sit-ins ;
- Les appels médiatiques, les grèves de la faim, les blocages de route, l'effraction

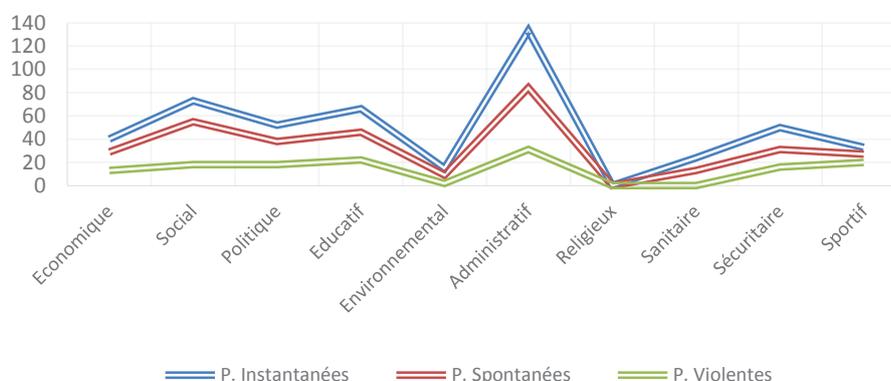
des institutions administratives, le blocage des lieux de travail, les grèves, les menaces de suicide et les acte de vandalisme ;

- Les pétitions de protestation, les affrontements sécuritaires, les pneus brulés, la destruction de production agricole, la séquestration de responsables dans leurs bureaux et les grèves sauvages de la faim.

La structure sectorielle des manifestations de protestation collective se dresse comme suit :

	Novembre				
	P. Instantanées	P. Spontanées	P. Violentes	Total	%
Economique	40	29	13	82	9%
Social	73	55	18	146	15%
Politique	52	38	18	108	11%
Educatif	66	46	22	134	14%
Environnemental	15	9	2	26	3%
Administratif	133	84	31	248	26%
Religieux	0	0	0	0	0%
Sanitaire	24	13	0	37	4%
Sécuritaire	50	31	16	97	10%
Sportif	33	27	20	80	8%
Total	486	332	140	958	

Les types de protestations par secteur



Les espaces de protestations, par échelle d'intensité, durant le mois ont été comme suit :

- Les routes, les sièges administratifs, les places publiques, les espaces de travail, les institutions éducatives, les sièges des ministères et les stades sportifs ;

- les municipalités, les sièges des gouvernorats, délégations, de la présidence du gouvernement, le siège de l'A.R.P. et les hôpitaux ;

- Les sièges juridiques, les offices, les sièges de la S.T.E.G. et les sièges de la S.O.N.E.D.E.

- Les locaux juridiques.

L'analyse croisée entre les secteurs de revendications et les types de protestations observées permet de dresser le tableau suivant :

	Novembre				
	P. Instantanées	P. Spontanées	P. Violentes	Total	%
Bizerte	5	5	5	15	2%
Tunis	42	28	5	75	8%
Ariana	5	2	2	9	1%
Manouba	7	5	0	12	1%
Ben Arous	9	7	6	22	2%
Zaghouan	6	6	0	12	1%
Nabeul	17	10	0	27	3%
Jendouba	25	17	12	54	6%
Beja	2	0	0	2	0%
Kef	10	7	0	17	2%
Seliana	29	24	13	66	7%
Sousse	40	26	11	77	8%
Monastir	9	7	3	19	2%
Mahdia	10	7	7	24	3%
Sfax	25	15	6	46	5%
Kairouan	47	32	22	101	11%
Kasserine	17	11	11	39	4%
Sidi Bouzid	50	33	5	88	9%
Gabes	33	18	3	54	6%
Medenine	22	20	15	57	6%
Tataouine	13	8	5	26	3%
Gafsa	50	33	5	88	9%
Tozeur	5	3	0	8	1%
Kebili	8	8	4	20	2%
Total	486	332	140	958	

Les sujets des mouvements de protestation, par échelle d'intensité :

- Les instances éducatives et les stades sportifs ;
- Les instances municipales, les délégations, les gouvernorats, les hôpitaux, les instances sécuritaires et l'A.R.P. ;
- La S.O.N.E.D.E., les ministères, la présidence du gouvernement, les instances juridiques et les groupements.

Les acteurs sociaux initiateurs des mouvements par ordre décroissant de présence :

- Les parents, les habitants, les diplômés supérieurs, les chômeurs, les chauffeurs de taxi collectif, les ouvriers, les agriculteurs et les activistes ;
- Les ouvriers de chantier, les chauffeurs de taxi, les sécuritaires, les employés, les familles des disparus en mer, le cadre médical et paramédical ;
- Les journalistes et les marins.

Les types de protestations relevés par région se présentent comme suit :

Novembre												
Villes	Economique	Social	Politique	Educatif	Environnemental	Administratif	Religieux	Sanitaire	Sécuritaire	Sportif	Total	%
Bizerte	3	3	3	0	0	3	0	0	3	0	15	2%
Tunis	4	11	8	7	0	21	0	1	5	18	75	8%
Ariana	0	3	0	1	0	4	0	0	1	0	9	1%
Manouba	0	0	0	5	2	2	0	2	1	0	12	1%
Ben Arous	0	0	0	0	0	3	0	0	4	15	22	2%
Zaghouan	0	2	0	0	2	4	0	4	0	0	12	1%
Nabeul	4	4	2	4	1	8	0	2	2	0	27	3%
Jendouba	3	5	5	24	0	10	0	0	7	0	54	6%
Beja	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	2	0%
Kef	4	4	3	1	5	0	0	0	0	0	17	2%
Seliana	11	13	11	3	0	14	0	0	14	0	66	7%
Sousse	6	11	5	10	8	13	0	3	3	18	77	8%
Monastir	4	5	4	0	0	3	0	0	3	0	19	2%
Mahdia	3	3	4	3	0	7	0	0	4	0	24	3%
Sfax	3	3	3	22	1	7	0	1	0	6	46	5%
Kairouan	8	12	14	24	3	32	0	0	8	0	101	11%
Kasserine	7	7	7	2	0	9	0	1	6	0	39	4%
Sidi Bouzid	5	18	9	8	0	33	0	6	9	0	88	9%
Gabes	2	7	3	5	1	16	0	7	2	11	54	6%
Medenine	6	6	6	5	2	12	0	2	6	12	57	6%
Tataouine	4	5	6	0	0	6	0	0	5	0	26	3%
Gafsa	5	18	9	8	0	33	0	6	9	0	88	9%
Tozeur	0	1	1	2	0	2	0	2	0	0	8	1%
Kebili	0	5	5	0	0	5	0	0	5	0	20	2%
Total	82	146	108	134	26	248	0	37	97	80	958	

Les violences :

Les formes de violence observées ont évolué tout au long du mois de Novembre, avec une prédominance du crime organisé.

Les gouvernorats de Kairouan, Sousse et Tunis ont été les principaux théâtres de la violence criminelle.

Dans le crime organisé, nous relevons le nombre croissant d'enlèvements de filles dans le but de viol, ainsi que l'enlèvement d'un jeune homme à la place Kasbah, chef-lieu des centres de souveraineté. Il a été séquestré contre une rançon demandée à sa famille.

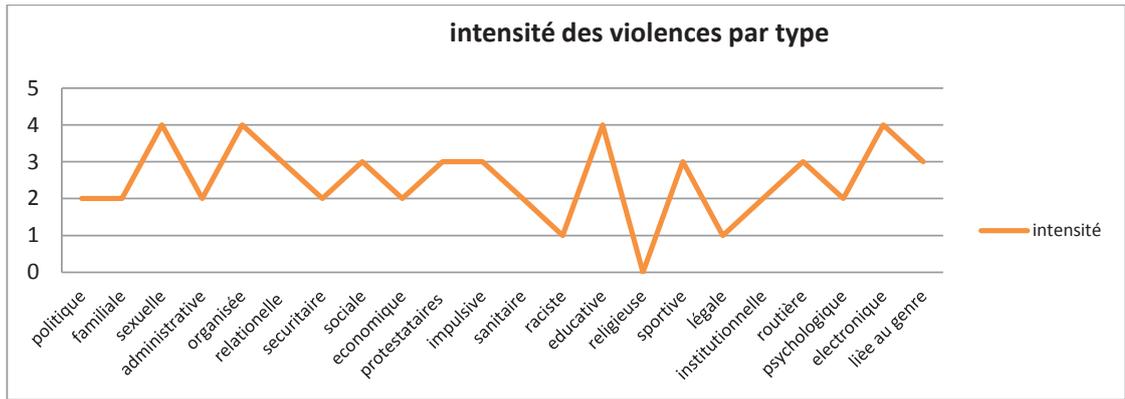
Les cas de viol d'enfants ont également augmenté. La violence contre les forces de sécurité a également proliféré comme la tentative d'un jeune homme recherché qui a essayé de prendre par la force l'arme d'un agent de l'ordre lors d'une patrouille.

Le niveau de violence en octobre marque une recrudescence significative dans le nombre de cas relevés par l'équipe de l'Observatoire Social Tunisien.

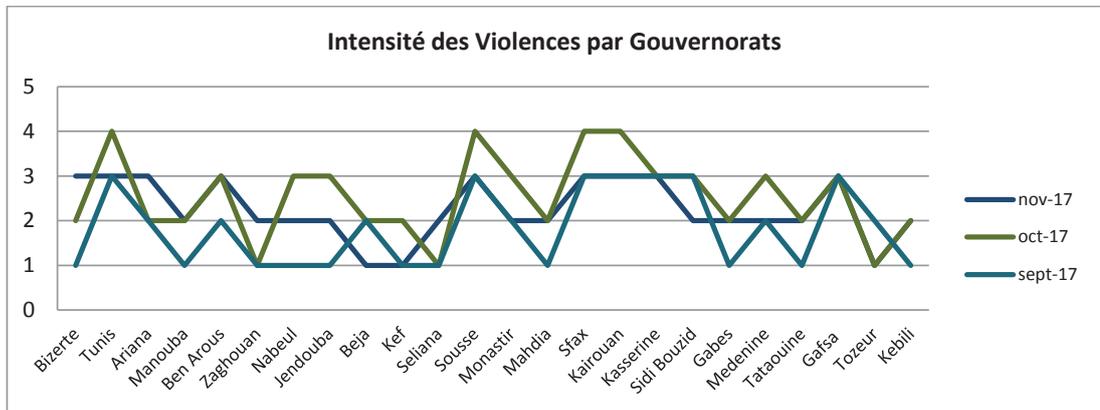
Les violences criminelles sous forme de braquage et de dispute se terminant par l'usage de violence et l'utilisation d'arme ont été les plus fréquentes durant ce mois.

En second lieu et de façon presque similaire en proportion viennent les violences sexuelles ainsi que les violences dans le milieu familial.

Ce qui peut être observé pendant le mois d'octobre et selon les résultats de la veille, l'augmentation relative de la violence contre les forces de sécurité et les attaques délibérées qui ont été enregistrées sur plus d'une patrouille ou personnel de sécurité.



L'intensité des violences selon les espaces s'observe comme suit :



L'intensité des violences par gouvernorat a été enregistrée comme suit :



Ce qui suit est une présentation détaillée des cas de violence observés au cours du mois de Novembre en fonction du lieu et de la nature de la violence, comme en témoigne notre source constituée des quotidiens et hebdomadaires tunisiens et des sites électroniques.

↳ **Gouvernorat de l'Ariana :**

La violence à caractère criminel et la violence impulsive ont été à parts égales parmi les cas de violence relevés à l'Ariana : un jeune homme a été arrêté après avoir poignardé un autre jeune homme dans des endroits sensibles alors qu'il était en train d'ouvrir sa porte.

Un agent de Sécurité a été agressé par un jeune homme lors de l'établissement d'une infraction au code de la route contre lui.

Un jeune homme a également été tué par son ami qui lui a brisé la tête lors d'une soirée alcoolisée.

Un acte de violence impulsive a également été observé entre deux mendiants avec échange de violence.

En ce qui concerne la violence criminelle, deux jeunes hommes ont attaqué et volé la voiture d'une femme dans la zone de Menzah 5.

Un nouveau-né a été trouvé abandonné près de l'embouchure d'une décharge dans la zone de Soukra, le bébé de quatre mois a été hospitalisé.

À l'Ariana, un cas grave de violence a été observé, notamment l'effraction de la maison d'une femme d'affaires et le viol de sa fille de 16 ans avant de voler des bijoux et de l'argent.

À la Mnihla, un bus transportant des élèves a été attaqué, près de la zone de la Garde nationale provoquant la blessure d'un certain nombre d'élèves.

Un espace commercial a également été attaqué et une somme importante d'argent a été volée par un groupe de délinquants, provoquant le chaos et l'évanouissement de certaines employées.

Un cas de violence liée à la santé du citoyen a également été détecté : une personne qui tenait un abattoir de volailles clandestin dans la région de la Soukra a été arrêtée et 400 kg de poulets vivants et 60 kg de viande de poulet non conforme ont été saisis.

Un acte de violence à caractère sexuel, a été relevé dans le détournement d'une

jeune sous la menace d'arme blanche pour l'agresser et la menacer de publier ses photos sur les réseaux sociaux.

En ce qui concerne le groupe d'âge impliqué dans tous ces actes, la plupart des sources n'indiquent généralement pas l'âge de l'agresseur ou de l'agressé. Mais généralement les agresseurs ont entre 20 et 35 ans.

↘ **Gouvernorat de Ben Arous :**

Deux jeunes hommes masqués, âgés de 26 et 28 ans ont barré la route à plusieurs voitures et les ont braqués sous la menace d'arme (couteaux). Ces deux délinquants ont réussi, le soir du 22 Novembre, à prendre une voiture par la force en fermant la route entre Ezzahra et Tunis par des pierres. Le jeune conducteur et sa fiancée ont réussi à y échapper. Après que les deux hommes aient été arrêtés et la voiture saisie, ils ont admis qu'ils étaient sous l'influence des stupéfiants.

Dans la région de Jbal Jloud, une femme a tenté de tuer son mari pendant son sommeil.

Une femme a également été violée dans sa maison à Hammam-Lif. Un agent de la protection civile dans la région de Ezzahra a été détourné devant sa maison dans le quartier de Hammam-Lif où il a été harcelé et dépouillé de son argent et son téléphone portable.

↘ **Gouvernorat de Bizerte :**

Trois cas de violence familiale ont été détectés à Bizerte. La première attaque était celle d'un jeune homme ivre sur sa fille au niveau des yeux parce qu'elle pleurait et ne le laissait pas dormir dans la région de Raj Jbal.

Le second était un jeune homme qui accuse son frère de l'avoir agressé sexuellement à Bizerte.

Le troisième était l'agression d'un jeune homme (35 ans) avec une violence hors norme de sa femme en lui crevant l'œil gauche avec un élément tranchant à Menzel Bourguiba.

À Mateur, un adulte souffrant de troubles mentaux a fait irruption dans une école primaire en essayant de voler de l'argent de l'administration.

Un agent de la garde nationale âgé de 32 ans a également souffert dans la région Métline a été poignardé par trois individus qui ont fui.

Un agent de la circulation en exercice a attaqué à l'aide d'une « épée » au niveau dans le dos dans la ville Tinja.

Dans la zone Aousja, délégation de Ghar El Melh des individus sont entrés par effraction dans une école primaire et ont volé 1100 dinars du bureau du directeur et ont essayé de voler quatre magasins de médias.

↳ **Gouvernorat de Gabes :**

Un parent d'élève a fait effraction dans une salle de classe dans l'école primaire Mohamed Ali à Gabes et a agressé verbalement et physiquement un enseignant ce qui a provoqué un état de panique dans les rangs des élèves.

Dans la région de Zrig, Gabes sud, un jeune natif de 1986 a agressé jusqu'à la mort son oncle sexagénaire.

↳ **Gouvernorat de Gafsa :**

Un camion de transport de phosphate entre les sites et les centres de lavage à Rdayef a été attaqué provoquant des dégâts matériels sans que le chauffeur ne soit touché.

Une femme a été poignardé à quatre reprises à sa sortie d'une banque à Metlaoui. Une autre femme a été braquée et agressée par 3 individus dans Gafsa Ville alors qu'elle retirait de l'argent d'un distributeur.

Le directeur des études du lycée Houssine Bouzayene a été agressé verbalement ce qui a engendré l'arrêt des cours. Une jeune élève a été giflée dans une salle de classe et s'est évanouie.

Ce qui retient l'attention à Gafsa c'est que la plupart des actes de vol et d'agression pour vol ont lieu sur la voie publique et devant le regard des passants.

↳ **Gouvernorat de Jendouba :**

Le décès d'une dame âgée a provoqué un état de chaos dans les urgences de l'hôpital de Jendouba et la fuite du cadre médical.

Le collège la station de Bousselem a été la cible de jets de pierre ce qui a engendré des dégâts sur les portes de l'institution ainsi que sur les voitures stationnées et des élèves blessés.

A Fernena, un parent d'élève a agressé un enseignant. Le déroulement normal des cours a été interrompu dans un collège suite à l'attaque de la voiture et du domicile de fonction du directeur.

A Ain Drahem un cas de violence familiale a été enregistré dans la séquestration d'une jeune femme souffrant de troubles mentaux par ses parents dans une étable.

↳ **Gouvernorat de Kairouan :**

Quantitativement, Kairouan devance encore les zones les plus violentes enregistrées.

Dans Shouemekh, délégation de Bouhajla un jeune a tiré un coup de fusil de chasse sur une de ses connaissances suite à un différend, causant des blessures à la victime au niveau de la cuisse.

En outre, des assaillants inconnus ont fait irruption dans un magasin de jeux électroniques de la ville de Chbika d'un jeune à mobilité réduite et ont volé un équipement d'une valeur d'environ 10 000 dinars.

Un jeune homme né en 1984 originaire du quartier Mansoura et travaillant dans une boutique de bijoux a assassiné sa mère, âgée de 53 ans, poignardé avec un couteau et a attaqué l'agent de sécurité pendant son arrestation.

Dans la région de Ejbil, à Bouhajla, un mariage s'est transformé en un champ de bataille et le théâtre de la mort d'un garçon natif de 1968 ans renversé par un jeune homme qui s'échappait des mieux. Les affrontements ont entraîné de graves blessures.

Le viol et l'assassinat de la tante « Selma » a été l'incident majeur qui a marqué le plus la région puisque ce crime a engendré une vague de protestation appelant à des peines sévères pour les agresseurs, réclamant la protection des personnes âgées et de condamnant les cas de violence croissante à Kairouan, en particulier contre les femmes.

Dans le quartier de Houmt Ali Bey un militaire a cassé les fenêtres du centre de de la Sécurité Nationale pour protester contre son accueil cavalier lors de la plainte après avoir été agressé et blessé au niveau de visage lors d'un mariage.

Une violente dispute entre deux familles de Bouhajla a causé de graves blessures à la tête de l'un des individus et celle d'un agent de sécurité.

A la station-service de Oueslatya, le fils du propriétaire de la station a tenté d'attaquer un agent de sécurité en l'aspergeant d'essence notons que l'agresseur est un extrémiste religieux.

↳ **Gouvernorat de Kasserine :**

L'effraction du siège du gouvernorat et l'agression des employés dans Kasserine ville a été enregistré.

Un cas de violences graves a également été observé à l'encontre du gardien, de la piscine par un jeune homme trentenaire et sujet de 15 mandats d'amenés pour consommation et vente de drogues ainsi que pour usage de violence. de la drogue et de violence.

Deux frères (âgés de 26 et 38 ans) ont été impliqués dans le vol de 13 moutons.

Le siège régional de l'UGTT à Thala a été attaqué et vandalisé par des inconnus.

↳ **Gouvernorat de Manouba :**

Le directeur du lycée Hammouda Becha a été attaqué dans sa voiture devant le lycée vers 19h00. Dans le lycée de Ibn Abi Dhiaf, les forces de l'ordre ont dû intervenir pour mettre fin à une dispute et arrêter deux lycéennes.

↳ **Gouvernorat du Kef :**

Le cadavre d'un nouveau-né a été retrouvé dans la région de Kalaa Khessba.

↳ **Gouvernorat de Mehdia :**

Dans la région de Sidi Alouene, el Jem un nouveau-né a été retrouvé sous un arbre.

Dans la région de Bradaa, Ksour Essef un adulte travaillant comme agent de nettoyage dans une mosquée a violé une enfant de 4 ans.

↳ **Gouvernorat de Monastir :**

A Moknine, une quantité de viande bovines de 140 kg infectés par la tuberculose ont été saisies ce qui constitue une atteinte à la santé des consommateurs.

À Monastir, une femme ivre a tenté d'enlever son fils au siège de la Société de la Voix de l'Enfant.

A Menzel Nour, un voleur s'est spécialisé dans le vol de cliniques en utilisant des techniques sophistiquées.

À Teboulba, un cas de violence éducative avec un tube d'essai pour des expériences en physique a été relevé.

A Qasr Helal, une femme a été agressée dans son domicile par quatre hommes masqués, menacée avec ses enfants avec un pistolet et une arme blanche pour de l'argent et des bijoux.

↘ **Gouvernorat de Nabeul :**

Un adulte a mis le feu dans le domicile parental avant de s'y jeter dans la région de Takelsa, il a perdu la vie devant le regard impuissant des agents de la garde civile.

Dans une aire de repos sur l'autoroute au niveau de Grombalia, un adulte a menacé de brûler son fils de 5 ans après l'avoir aspergé d'essence avant l'intervention des agents de la garde civile pour sauver l'enfant.

A Dar Chaabene El Fehri, une dispute entre deux tribus a engendré des dégâts physiques dans les équipements d'un café ainsi que des blessures dans les deux camps.

A Grombalia deux frères ont assassiné un jeune de la région en le frappant avec un hachoir sur la tête.

↘ **Gouvernorat de Sfax :**

Une tentative de vol de production d'olives a été intercepté dans la région de Ghraba.

A l'Office des Affaires Estudiantines du Sud, une employée a accusé son collègue d'harcèlement sexuel. Dans ce même contexte, Un adulte a été arrêté après avoir mis enceinte une mineure.

A Bir Ali Ben Khelifa, une dispute entre l'épouse du directeur et l'épouse du surveillant général a engendré un état de chaos et l'arrêt des cours du collège.

↘ **Gouvernorat de Sidi Bouzid :**

Un acte de violence dans le secteur éducatif a été relevé dans l'effraction de l'école primaire avenue de la république et l'agression de son directeur par deux parents d'élève.

↳ Gouvernorat de Sousse :

Un enfant de 8 ans a été violé par un adulte.

A cité Ezzouhour, un recherché par la police a détourné et violé une jeune femme sous la menace d'un couteau.

Une jeune institutrice a été, également, détournée et violée par quatre individus dans la région de Hammam-Sousse.

Le jour suivant, une autre jeune femme de 27 ans a subi le même sort de la part de 3 individus sous la menace d'un couteau.

A Cité Ezzouhour, des individus ont brûlé le domicile et ont tenté d'enlever le fils d'un agent de la sécurité.

A Sousse un homme d'affaire a été la victime d'un braquage avec menace d'arme blanche. Le montant volé a été estimé à 37 000 dinars hormis les chèques bancaires.

Le viol d'une petite fille de 3 ans par son oncle a été, également, relevé.

Une jeune fille de 15 ans a été enlevée par 4 individus dans une voiture dans la région d'Akouda, elle a été conduite dans une zone forestière pour être violée par ces inconnus.

Un jeune homme, parmi trois âgés de 29 à 41 ans qui étaient dans une camionnette en train de boire de l'alcool, a tenté d'attraper un fusil d'un agent de sécurité.

Le chef du Centre de la Garde nationale, Sidi al-Hani a, également, été agressé et menacé de mort par les membres d'une famille.

Le stade de Sousse a été témoin de violence et d'échange de projectiles entre les joueurs de l'Espérance Sportive de Tunis et l'Espérance Sportive du Sahel lors du dernier match les opposant.

↳ Gouvernorat de Tataouine :

Le siège de la délégation de l'éducation a été la cible de jets de pierre ce qui a engendré le bris de glace de deux voitures stationnées au parking de la délégation ainsi que certaines fenêtres du siège.

↳ Gouvernorat de Tunis :

Un terroriste âgé de 25 ans a attaqué délibérément une patrouille de police au Bardo devant le bâtiment du Parlement et a poignardé et assassiné un officier au niveau du cou, et blessé un deuxième. Les proches de cet individu ont attaqué et empêché les agents de la sécurité nationale de perquisitionner son domicile à la cité Ettadhamen.

Dans les environs de Sidi Mansour Bab-Jdid, un homme de 45 ans a été poignardé avec un couteau. Un homme avec des antécédents judiciaires a fait irruption dans le bureau de la déléguée de la région du Kram, portant un linceul en menaçant de la tuer et de se suicider si elle ne trouvait pas de travail à sa femme. Au Bardo, une fillette de cinq ans a été agressée sexuellement.

A l'Institut Aisha Balegha, rue de Marseille, deux frères ont attaqué, insulté le surveillant général et causé de graves dommages, notamment au niveau des yeux.

Une jeune Fille a également réussi à échapper à un délinquant qui a tenté de la violer à Bab Saadoun. Une femme, dans la banlieue nord de la capitale, a été tué devant sa porte quand elle a tenté d'empêcher un jeune homme de percuter son neveu après l'avoir suivi suite à une querelle dans le trafic.

Un adulte a été agressé par une jeune femme dans le métro qui l'accusait d'essayer de la harceler.

Un jeune homme a été kidnappé par cinq jeunes hommes, à la Kasbah, il a été emmené à cité Ezzouhour, où ils l'ont ligoté et agressé pour demander une rançon à sa famille par la suite.

A Kram Ouest, deux jeunes hommes, âgés respectivement de 20 et 22 ans, ont lancé des cocktails Molotov sur un magasin d'alimentation de la région.